Seizième Année.— N° 2572 Un numéro : 10 Centimes. Dimanche 18 Juin 1871

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois . . . . . 10 f. »
Six mois . . . . . 19 »
Un an . . . . . 37 »
Abonnement continu, sauf avis contraire

# JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REMOUX

Le Nord de la France :
Trois mois . . . . . 11 f. »
Six mois . . . . . 22 »
Un an . . . . . 44 »
ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes.
Ces tarifs se forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.
A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'*Office de Publicité*, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 17 JUIN 1871

## BULLETIN QUOTIDIEN

La grande revue qui doit être passée demain à Longchamps devant l'Assemblée nationale, est l'événement le plus important dont nous entretiennent aujourd'hui nos correspondants. Un certain nombre d'officiers étrangers viennent d'être désignés par leurs gouvernements pour assister à cette revue. L'Angleterre, l'Autriche, la Belgique, la Hollande, l'Italie, l'Espagne, la Confédération Helvétique y seront représentées par des députations militaires dont les membres sont attendus à Paris aujourd'hui ou demain.

La capitale est toujours calme en apparence, mais l'émeute semble n'attendre encore qu'une occasion pour surgir. Le conseil général de l'*Internationale* a tenu séance avant-hier et se dispose, si les informations de certains journaux sont exactes, à reprendre la lutte, à Paris et en province à la prochaine occasion. Veillons !

Une dépêche de Rome que nous avons sous les yeux, dit que M. le duc d'Harcourt, ambassadeur de France, a reçu de M. Thiers, une lettre de félicitations pour le Pape à l'occasion du jubilé. Tous les autres diplomates ont reçu de leurs souverains des lettres analogues ou l'invitation de féciliter verbalement le Pape.

La presse républicaine attaque très-vivement la pétition présentée par l'archevêque et les évêques de la province ecclésiastique de Rouen, en vue du rétablissement de la puissance temporelle du Pape.

On a lu ce document. Il demande simplement une entente diplomatique avec les autres puissances pour *rétablir le Souverain Pontife dans les conditions nécessaires à la liberté d'action et au gouvernement de l'église catholique.*

Il y a loin de là à une intervention armée et à une guerre avec l'Italie.

Tous les journaux conservateurs de Paris se sont réunis pour soutenir, en commun, les candidatures qui offriront, en dehors de toute préoccupation de partis, de sérieuses garanties à la cause de la paix publique.

Ces journaux sont : *Constitutionnel, Débats, Droit, Figaro, France, Gaulois, Gazette, Journal de Paris, Liberté, Messager, Monde, Moniteur, Patrie, Petit Moniteur, Petite Presse, Union, Univers.*

### Les Prétentions de l'Opposition radicale.

Il pleut des *manifestes;* et pourtant nous ne sommes qu'au commencement de la *saison* électorale. Que sera-ce d'ici à la fin du mois !

Le défilé commence par les *deux* gauches de l'Assemblée,—car il y en a deux : la *républicaine* et la *radicale*. — Quant à la différence qui peut exister entre les principes et le *credo* politique de ces deux gauches, elle n'apparaît pas à l'œil nu; pour les destinguer l'une de l'autre, il faut se reporter aux signatures déposées au bas de chacun des manifestes; alors on voit que la *radicale* est conduite par le citoyen Edgard Quinet et que la républicaine a pour porte-étendart un Rameau... d'olivier? non, de Seine-et-Oise.

Ces deux manifestes, qui occupent plusieurs colonnes dans les journaux amis, auraient pu être réduits à cette unique phrase : *Nommons des républicains, pour conserver la République*; ce n'eût pas été déjà trop mal, et cela aurait eu l'avantage d'être bref et compréhensible. Mais la phrase ! la sacro-sainte phrase ! il faut bien lui faire quelques sacrifices; d'autant plus que la *phrase* retranchée, il ne reste plus rien dans la *doctrine* des neuf-dixièmes des républicains.

Nous ne savons si le lecteur est comme nous et la République ne nous déplait pas, et nous ne demandons pas mieux que de la voir établie comme le gouvernement définitif et régulier de notre pays. N'étant bien certainement pas républicain de la *veille*, n'étant pas absolument sûr d'être républicain *du jour*, nous nous sentons un penchant très fort à être républicain *de l'avenir*; mais il nous suffit de lire et d'entendre les représentants *officiels* de la République, ses députés, ses préfets, ses maires, ses journalistes, pour sentir naître dans notre cœur une antipathie prononcée contre cette forme de gouvernement. Ils sont si despotes ces apôtres de la *liberté !* si arrogans ces revendicateurs de l'*égalité !* si hargneux ces prédicans de la *fraternité !* que, instinctivement, nous nous sentons portés vers les monarchistes, qui, au moins ont quelque savoir-vivre.

Oh ! si la France pouvait un jour ou l'autre, et par un moyen quelconque, être délivrée de ses républicains, c'est alors qu'elle pourrait se donner l'agrément d'une bonne petite république, où tout le monde se laverait les mains et où l'on s'appellerait citoyen autrement qu'avec le regard farouche et le juron aux lèvres! Malheureusement, ce ne sera pas de sitôt. Donc, prenons patience.

Toutefois quelque disposés, que nous soyons à prendre patience, il nous est impossible de laisser passer sans un mot d'explication; un passage du manifeste de la gauche radicale. Voici comment s'exprime le citoyen Edgard Quinet et ses amis :

Vous n'êtes séparés de l'*abime* que par la République. Attachez-vous donc à ce dernier *abri*. Il n'y a au-delà que la *chute*, après la *chute* dans le vide sans fond.

Vous êtes dans une de ces heures où le peuple a à choisir entre la vie et la mort. Toute illusion sur ce point vous perdrait sans espoir.

La mort, c'est le retour à un passé que tout a condamné chez nous, quelque nom qu'il ait pris : ancien régime, Napoléon, Charles X, Louis-Philippe, Louis Bonaparte. Ces régimes divers ne nous rappellent que des *chutes* et des *ruines*.

Le rédacteur du manifeste de la gauche *radicale* paraît avoir un goût décidé pour les *chutes* et les *ruines*. Dame ! le spectacle que lui offre Paris *tel que la Commune l'a fait* ou l'a laissé, donne une funèbre actualité à ces expressions de *ruine* et de *chute*. Gardez-vous, pourtant, de croire que c'est contre ces *ruines* et ces *chutes* que la gauche radicale proteste et veut nous tenir en garde : Pour elle, ce sont là simples peccadilles : les *ruines* et les *chutes* pour lesquelles elle réserve les foudres de son éloquence sont celles de la monarchie. *Ancien régime, Napoléon, Charles X, Louis-Philippe, Louis Bonaparte, ces régimes divers ne rappellent que des chutes et des ruines.*

Voyons, décidément, ces radicaux se moquent-ils de leurs lecteurs, ou parlent-ils sérieusement? Est-ce l'ignorance crasse de l'histoire, ou une blague insolente qui a dicté ces trois lignes? Quoi ! l'ancien régime à qui nous devons la création même de l'unité française par l'annexion de vingt provinces et en dernier lieu de l'Alsace et de la Lorraine que la République vient de céder à l'ennemi, l'ancien régime qui a livré et gagné la bataille de Tolbiac, de Bouvine, de Marignan, de Fontenoy, l'ancien régime ne rappelle que *chutes* et *ruines* ! Le gouvernement de Napoléon, auquel il y a certes de grands reproches à faire, mais qui, tout au moins, au point de vue purement militaire, a inscrit dans l'histoire les noms à jamais glorieux de Marengo, de Wagram, d'Iéna, d'Austerlitz, ne rappelle que *chutes* et *ruines* ! Le règne pacifique et libéral de Charles X et celui de Louis-Philippe quiont pourtant, l'un, conquis, l'autre, pacifié l'Algérie, ne présentent que *chutes* et *ruines* ! et enfin le régime de Napoléon III, qui s'est abimé, il est vrai, dans une *chute* finale et dans des *ruines* lamentables, n'a-t-il pas inscrit dans les fastes de la France nouvelle, Sebastopol, Magenta, Solférino, avant d'y laisser inscrire Sedan? La justice ne doit-elle pas dominer même les haines les plus légitimes?

Nous ne désespérons pas l'*avenir* de la République; mais il nous est bien permis de dire que les trois tentatives républicaines que la France a subies en 1792, en 1848 et en 1871 n'ont pas donné, à elles trois, la moitié soit de la gloire, soit du bien-être dont la France est redevable au plus discrédité des régimes qui viennent d'être énumérés.

Si vous voulez être pris au sérieux, Messieurs les *républicains de naissance*, soyez plus modestes; c'est un conseil d'ami que nous vous donnons.

---

Nous n'en avons pas fini avec l'*Internationale*, et ce n'est pas en quelques jours que nous en finirons. Ce n'est pas seulement par la force, par la répression que nous arriverons à la vaincre; il nous faudra plus et mieux. Il faut assurément détruire l'effet qui est horrible. Cette société est monstrueuse; elle a donné sa mesure; c'est la négation de tout ce qui touche à l'idéal; ce n'est pas une société humaine, c'est une bande de fauves qui prétend dominer le monde et qui sort périodiquement du bois non pas poussée par la faim, mais par les appétits, ce qui est bien différent. On lutte contre elle et on a raison. Elle tue, elle brûle, elle détruit l'outil de l'ouvrier avec les bijoux du riche, l'atelier et le palais, l'église et le musée; elle hait, elle envie, elle mord qui fait le bien et frappe qui donne aux pauvres. C'est un monstre dont l'Europe autant que nous doit redouter les terribles étreintes.

Mais quand on aura tué, déporté, emprisonné les coupables, les instruments, les égarés; quand on aura fait taire le reste, aura-t-on guéri le mal? Aura-t-on détruit la cause du mal? Non. Le temps passera; le châtiment s'oubliera ou il revivra en haines plus vivaces, et les fils prendront dans un coin oublié le fusil du père, où pilleront pour avoir des armes, si mieux ils n'aiment demander au pétrole une arme plus terrible. Ce sera à recommencer. Il faut aller à la source du mal; refaire la législation en ce qui touche les associations ouvrières, la refaire dans un autre ordre d'idées, rendre inutiles ces forces occultes où l'ouvrier se confie, se sentant faible et isolé; détruire la rivalité du capital et de la main d'œuvre; ne pas se préoccuper comme sous l'empire, d'armer l'ouvrier contre le patron, mais de permettre à l'ouvrier, s'il le veut, de se passer du patron, par l'association; créer des caisses qui assurent le travailleur contre le chômage, la maladie et surtout la vieillesse.

C'est une œuvre à entreprendre sans retard, car l'ennemi ne s'arrêtera pas un instant, il le dit, il le proclame, il guette l'heure. Demain, dans les élections complémentaires, nous sentirons sa griffe de démon; s'il ne peut se montrer, il agira dans l'ombre; s'il ne peut triompher par lui-même, il saura bien trouver le complice dissolvant, le parti qui, lui aussi, ne redoute ni l'émeute ni le coup d'Etat, et lui prêter appui, quitte à le trahir plus tard.

Pour son compte ou pour le compte d'autrui, l'*Internationale* ne restera pas neutre dans la lutte électorale. C'est une leçon dont les honnêtes gens devraient profiter. Si nous mettions au bien le quart de la force employée au mal par les méchants, la société serait sauvée. Nous aimons mieux, comme des enfants, nous laisser sauver, garder et conduire. Combien disaient, le 22 mai : Laissez faire la ligne ! Les mêmes disent aujourd'hui : Laissez faire les cours martiales !

Eh bien! non; il ne faut pas nous abandonner ainsi; et les cours martiales ne peuvent nous sauver; elles éteignent l'incendie d'hier; elles n'empêcheront pas celui de demain.

A nous la tâche; nous n'avons pas une minute à perdre. Ce doit être la grande, l'unique préoccupation des penseurs, des financiers, des industriels, des politiques; à combattre par les armes morales, par les lois sages et libérales, par des créations prévoyantes, par une observation infatigable du mal, par la moralisation et par l'instruction des enfants, l'ennemi sans cesse menaçant. Nous avons la partie belle, hélas ! tout est à refaire chez nous, la table est rase; au lieu de relever des choses inutiles, élevons-en de bonnes.

Si nous entrons dans cette voie, si la plus grande préoccupation des législateurs est de modifier sagement le sort du travailleur, de détruire en germe les idées de colère et de haine qui, exploitées par des ambitieux et des misérables, mènent à des 18 mars; si nous savons, en diffusant l'instruction, en développant l'éducation morale, en renonçant à nos préventions stupides contre toute éducation religieuse, guérir l'âme malade du peuple, non-seulement nous éviterons un mortel danger, mais nous rendrons à l'Europe, aussi folle, aussi coupable, aussi menacée que nous, un service qui nous vaudra mieux que toutes les victoires et que toutes les conquêtes.

(*Bien public.*) H. VRIGNAULT.

## INFORMATIONS ET NOUVELLES

Le sieur Piénot, capitaine d'état-major sous la Commune, a été tué avant-hier, dit *Liberté*, en se défendant désespérément contre les agents chargés de l'arrêter.

Voyant son domicile, rue Dancourt, envahi par la police, il se retrancha dans sa chambre à coucher, et soutint pendant un quart d'heure un véritable siége. Quant la porte fut enfoncée, il tira contre les agents trois coups de révolver, qui heureusement ne les atteignirent pas. Ceux-ci ripostèrent, et il tomba frappé d'une balle dans la tête.

Le capitaine Piénot était attaché à l'état-major de la 17e légion.

—

On annonce l'arrestation de Regnard, secrétaire de Raoul Rigault.

—

Le citoyen Ch. Gérardin, membre de la Commune et de la commission exécutive qui précéda le premier comité de salut public, a été arrêté, hier matin, dans un hôtel garni de la rue du Vert-Bois.

Il avait autour des reins l'écharpe rouge qu'il portait naguère en sautoir en qualité de membre de la Commune.

Gérardin, qui n'a essayé d'opposer aucune résistance morale ou matérielle aux agents de la force publique, a dû être expédié le soir même à Versailles.

—

Des perquisitions ont été faites, hier, dans la rue Cardinet, aux Batignolles. On a trouvé beaucoup d'armes et d'uniformes.

Quelques arrestations ont été faites.

—

On assure que M. Casimir Périer est nommé rapporteur de la commission du budget.

—

Il est question de créer immédiatement, dans les départements, des bataillons de gundarmes mobiles qui seraient principalement employés dans les villes, mais qui devraient être prêts à se porter sur tous les points des départements où leur présence serait nécessaire.

—

La sous-commission chargée de l'examen des projets de lois sur le recrutement, se prononce pour le service obligatoire et personnel; toute espèce de remplacement ou de substitution serait supprimée : la durée de la présence sous les drapeaux serait de trois ou quatre ans.

—

La commission extra-parlementaire libre-échangiste, qui compte, dit-on, 120 membres et qui est présidée par M. Léon Say, a choisi pour vice-président M. Germain, qui sera président réel, les occupations du préfet de la Seine ne lui permettant guère de présider la commission.

Cette commission aurait, dit-on, l'intention de combattre plusieurs des impôts proposés par M. Pouyer-Quertier, parce qu'ils ne cadrent pas avec les principes du libre-échange.

—

Le bureau de la réunion Feray vient d'être renouvelé; il se compose de MM. Cordier, président, Marx Richard, vice-président, Aclocque et Vaudier, secretaires.

—

Les députés directement intéressés à l'agriculture et qui sont nombreux à l'Assemblée, ont constitué une réunion spéciale pour étudier les questions agricoles ; elle compte plus de 150 membres et a son bureau ainsi constitué : MM. le comte de Bouillé, président; le marquis d'Andelarre et le marquis de Dampierre, secrétaires; le marquis de Montlaur, de Saint-Victor, Beaucarne-Leroux et Calemard de Lafayette, secrétaires; de Carayon-Latour, trésorier.

—

Le retour de la Chambre à Paris semble devenir moins probable, quoiqu'on se propose, dit-on, d'exercer une certaine pression au moyen d'une ovation faite à M. Thiers et à l'Assemblée pendant la revue de dimanche.

—

Maintenant que M. Picard a dû renoncer à la direction de la Banque, M. Rouland aurait, dit-on, le désir d'y rester, et il pourrait bien obtenir satisfaction.

—

Le duc d'Aumale songerait à se fixer à Chantilly, dès que les Prussiens auraient quitté cette ville, de grands préparatifs sont faits pour le recevoir.

Le duc de Chartres, décoré sous le nom du commandant Robert Lefort, demanderait un emploi de chef d'escadron en Afrique.

---

### LA RÉPUBLIQUE.

—

L'épreuve que la France vient de faire du gouvernement républicain a été tellement douce et heureuse; cet antécédent promet des jours si fortunés dans l'avenir, que les défenseurs de la République ont bien raison de prendre les précautions les plus minutieuses pour maintenir cette admirable forme de gouvernement ! — C'est évidemment leur droit, et je ne le conteste pas. Ce qui est en dehors de ce droit, c'est d'exiger que ceux qui ne pensent pas comme eux, fassent des déclarations de sympathie pour leurs opinions.

Pourquoi tant d'exigences? Si la république est l'avénement de la paix avec l'extérieur, si elle donne une satisfaction complète à la majorité des Français à l'interieur, tant de précautions et de recommandations devraient paraître inutiles. Il est plus inutile encore que des princes, qui n'ont jamais fait une démarche quelconque, pour se poser en candidats au trône, reçoivent sommation du parti républicain d'avoir à déclarer qu'ils prennent l'engagement de renoncer à toute prétention pour l'avenir !

Il faudrait cependant se rendre compte des choses. Les princes d'Orléans n'ont fait aucun acte qui puisse permettre de leur attribuer l'intention d'agir contre le vœu de la France. On ne les considère pas comme des prétendants que pour un seul motif. C'est qu'ils sont les petits-fils et les fils de Louis-Philippe. C'est une qualité qu'avec la meilleure volonté du monde, ils ne peuvent ni ne doivent abdiquer. Mais à part cette qualité-là, serait-il digne à eux de céder aux susceptibilités quelque peu étranges de gens qui se regardent comme leurs adversaires, auxquels ils ne demandent rien et qui n'ont aucun motif de faire une pareille demande ?

En vertu de quel droit les citoyens qui parlent au nom de la République, veulent-ils enchaîner ainsi l'avenir de la France et la priver de sa liberté dans les temps futurs, si par hasard elle venait à trouver que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des Républiques possibles ? Ces messieurs ont, à la vérité, proclamé après le général Cavaignac, que la République est au-dessus de la souveraineté du peuple, qu'elle est une sorte de droit divin, au profit de ceux qui se regardent comme les possesseurs et les conducteurs de la République.

Cette prétention est d'autant plus exhorbitante, que beaucoup de gens sont très-convaincus, et avec raison, que la France n'est pas du tout républicaine. Si elle accepte silencieusement la République, c'est qu'elle ne voit pas autre chose possible en ce moment, c'est que l'heure ne lui paraît pas fort propice pour la fondation d'un gouvernement durable.

Ce qui semble prouver que la conviction des meneurs du parti républicain dans l'avenir promis à leurs utopies et dans l'enthousiasme des Français pour leur cause, n'est pas bien sérieuse, ce sont les précautions extrêmes qu'ils prennent, pour engager vis-à-vis d'eux-mêmes ceux que l'on nommait jadis les princes du sang.

A quoi bon la demande de tant de sûretés, et pourquoi réclamer des abdications à toute prétention monarchique même éloignée, si la République française repose sur la base large et solide du consentement et du contentement national ?

C'est que les républicains savent comme nous qu'il n'en est rien ; ils exploitent la situation : la France a soif, avant tout, de repos, elle en a un besoin excessif ; il faut qu'elle répare les ruines causées par la guerre civile et elle doit acquitter en même temps l'immense tribut qui lui a été imposé par la Prusse abusant du droit de conquête, avec une avidité et une dureté dont il lui sera tenu un compte rigoureux dans l'histoire du XIXe siècle.

M. Thiers l'a dit avec un grand sens et dans un noble langage : « Si la monarchie doit se relever dans le pays, je veux que l'on puisse dire que l'essai de la République a été loyalement fait. » Nous croyons que c'est là une pensée fort sage. M. Thiers a ajouté : « L'essai de la République n'a jamais réussi dans la main des républicains. » Or, le chef du gouvernement de la France n'est pas républicain, l'Assemblée nationale ne l'est pas davantage, quoiqu'élue par le suffrage universel; cependant l'un et l'autre acceptent, on le voit, la république et veulent que l'essai soit loyalement fait. Eh bien ! ces promesses, quelque solennelles qu'elles soient, ne paraissent pas suffisantes aux puritains de la République. Ils veulent, comme on dit familièrement, forcer la main à tout le monde. Dans ce but, ils ont fait adresser à l'Assemblée nationale des pétitions par les conseils municipaux, pour demander la conservation de la république. Les pétitions de ces conseils municipaux élus sous la République et par le parti républicain seul n'ajoutent rien à l'importance de la demande : il est tout simple, en effet, que ces conseils sollicitent le maintien du gouvernement à l'aide duquel ils ont pris possession du pouvoir. La chose est la plus naturelle du monde, mais la démonstration n'est pas d'un grand poids. Toutefois, si l'expérience doit être faite, il ne faut pas chicaner sur la forme.

La grande raison des républicains a toujours été qu'on ne leur laissait pas le temps de faire éclore tous les bienfaits de leur régime; ils n'ont jamais voulu comprendre que la république meurt, non point parce qu'on la tue, mais parce qu'elle n'est pas viable ; il peut donc être utile de les voir encore une fois à l'œuvre Ils réussiront comme ils ont réussi de 1793 à 1799.

UN VIEUX LIBÉRAL.

---

## ASSEMBLÉE NATIONALE

*Séance du 15 juin 1871*

Présidence de M. JULES GRÉVY.

La séance est ouverte à 3 heures 50.

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance d'hier.

Le général Trochu prend la parole sur le procès-verbal où il a constaté un oubli et une lacune qu'il demande la permission de réparer. Il a parlé des sectaires de Paris qui, après chacun de nos désastres (Metz, Strasbourg, Buzenval etc.) ont fait des tentatives et des démonstrations contre l'ordre. Il semblait que les sectaires voulussent compléter chacun de nos désastres. L'orateur s'était arrêté là. Il complète aujourd'hui son exposé en ajoutant que la tactique des sectaires consistait à prêcher la guerre à outrance et à déconsidérer le Gouvernement en le taxant de lâcheté.

C'est sous l'inspiration de ce sentiment et de cette tendance, que les sectaires s'emparèrent des canons qui étaient accumulés sur la place de Wagram et que, sous prétexte de les arracher à l'ennemi, ils transportèrent à Montmartre où ils se fortifièrent comme on sait. Le 18 mars, les sectaires sont maîtres de Paris, ils sont maîtres de l'enceinte, ils sont maîtres des forts, ils sont maîtres des insurrections, de tout ; et, à l'instant même, à mon grand étonnement et